



Hamaniè

Nº 009 - 01.07.2024

Mian Media

RWANDA

Présidentielle et Législatives au : La campagne démarre en fanfare dans tout le pays, Kagamé en roue libre

SIERRA LEONE

Les mariages forcés d'adolescentes désormais interdits, des organisations de défense des droits des enfants soulagées

CEDEAO

2,6 milliards de dollars nécessaires pour une force antiterroriste régionale de 5000 hommes

INTERVIEW

JUSTIN KOTTIN



Un Parcours
d'Excellence en
Droit et Finance

KENYA

Tensions toujours vives à Nairobi face aux protestations continues et aux réponses du gouvernement



SOMMAIRE

INTERVIEW - JUSTIN KOTTIN

03 - 09

NOS ARTICLES

10 - 16

PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES AU RWANDA : LA CAMPAGNE DÉMARRE EN FANFARE DANS TOUT LE PAYS, KAGAMÉ EN ROUE LIBRE

11

SIERRA LEONE : LES MARIAGES FORCÉS D'ADOLESCENTES DÉSORMAIS INTERDITS, DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS SOULAGÉES

12

SÉNÉGAL : 78 CAS DE COVID-19 DÉTECTÉS CHEZ DES PÈLERINS DE RETOUR DE LA MECQUE, LA SÉCURITÉ SANITAIRE RENFORCÉE À L'AÉROPORT DE DAKAR

13

KENYA - TENSIONS TOUJOURS VIVES À NAIROBI FACE AUX PROTESTATIONS CONTINUES ET AUX RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

14 - 15

CEDEAO : 2,6 MILLIARDS DE DOLLARS NÉCESSAIRES POUR UNE FORCE ANTITERRORISTE RÉGIONALE DE 5000 HOMMES

16

BRÈVES

17

INTERVIEW - JUSTIN KOTTIN

UN PARCOURS D'EXCELLENCE EN DROIT ET FINANCE



Un Parcours d'Excellence en Droit et Finance

Cette semaine, nous avons l'honneur de recevoir Justin, un professionnel aux multiples talents et au parcours impressionnant. Diplômé avec mention de l'ESSEC Business School et de l'Université Paris Nanterre en management et en droit des affaires, Justin est actuellement avocat inscrit au Barreau de Paris.

Son expertise ne s'arrête pas là : avant de rejoindre le prestigieux cabinet anglais Clifford Chance à Paris et à Casablanca, il a travaillé en tant qu'auditeur financier chez Deloitte, à Paris et à Londres.

Fort de sa double formation juridique et financière, Justin conseille aujourd'hui des entreprises cotées et non cotées françaises, marocaines et étrangères dans leurs opérations stratégiques de fusions-acquisitions, de capital-investissement et de financement. Ses secteurs de prédilection incluent l'industrie, l'énergie et les infrastructures, où son savoir-faire et son expérience font toute la différence.

Polyglotte, Justin parle couramment le français, l'anglais et l'espagnol. En dehors de son activité professionnelle, il nourrit une passion pour le sport, la musique, la littérature et la philosophie. Dans cette interview, nous aurons l'occasion de découvrir les multiples facettes de son parcours, ses motivations, ses réussites, ainsi que ses perspectives sur l'avenir du secteur juridique.

Bienvenue, Justin, et merci de nous accorder de votre temps.

PARCOURS PROFESSIONNEL

Pouvez-vous nous parler de votre parcours académique à l'ESSEC Business School et à l'Université Paris Nanterre ? Comment ces formations ont-elles influencé votre carrière ?

Mon parcours académique au sein du programme Grande Ecole de l'ESSEC Business School m'a permis de bénéficier d'une solide formation en gestion, finance et stratégie d'entreprise. Les rencontres avec des étudiants internationaux venus des quatre coins du globe, l'environnement dynamique et les opportunités d'apprentissage pratique, comme l'alternance et les projets de consultation, m'ont permis de développer une compréhension approfondie des défis auxquels sont confrontées les entreprises au quotidien.

À l'Université Paris Nanterre, j'ai obtenu un Master en droit des affaires. Les cours de droit des contrats, droit des sociétés et de droit financier que j'ai pu suivre m'ont offert une appétence particulière pour les opérations de fusions-acquisitions et de financement d'entreprise. Cette combinaison unique de compétences en finance et en droit des affaires a été déterminante dans ma décision de devenir avocat d'affaires. Elle m'a permis de comprendre et de naviguer efficacement dans les aspects complexes des transactions financières et des obligations juridiques, influençant directement ma capacité à conseiller et à représenter les entreprises de manière stratégique.

Qu'est-ce qui vous a motivé à devenir avocat après avoir travaillé comme auditeur financier chez Deloitte ?



Je suis né en Côte d'Ivoire. J'y ai effectué toute ma scolarité jusqu'au baccalauréat avant de poursuivre mes études supérieures en France en 2011.

A l'issue de ma formation à l'ESSEC et à l'Université Paris Nanterre, j'ai intégré l'Ecole de Formation du Barreau de Paris. Dans le cadre de cette formation, j'ai eu l'immense privilège d'effectuer plusieurs stages dans de prestigieux cabinets d'avocats d'affaires anglais et américains tels que Clifford Chance, White & Case et Skadden. Après l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat en octobre 2021, j'ai pris la décision de rejoindre Deloitte en qualité d'auditeur financier avant d'exercer le métier d'avocat.

Travailler comme auditeur financier chez Deloitte à Paris et à Londres a été une décision stratégique motivée par mon désir de développer une expertise approfondie en finance et d'acquérir une expérience précieuse au sein d'une entreprise de renommée mondiale.

Chez Deloitte, j'ai eu l'opportunité de travailler avec des clients variés, intervenant dans des secteurs variés, ce qui m'a permis de comprendre les différents aspects et défis financiers auxquels ces organisations sont confrontées. De plus, le cadre dynamique et exigeant de Deloitte m'a poussé à constamment améliorer mes compétences analytiques, ma rigueur professionnelle et ma capacité à gérer des projets complexes. Cette expérience m'a non seulement formé à devenir un expert en audit, mais m'a aussi préparé à relever des défis plus larges dans ma carrière.

Après plusieurs mois passés en tant qu'auditeur financier chez Deloitte, j'ai rejoint le cabinet Clifford Chance à Paris et à Casablanca comme avocat collaborateur pour conseiller des sociétés cotées et non cotées françaises, marocaines et étrangères sur les aspects juridiques de leurs opérations de fusions-acquisitions, de restructurations et de financement.

Quelles sont les compétences clés que vous avez acquises chez Deloitte et comment les avez-vous intégrées dans votre pratique juridique actuelle chez Clifford Chance ?

Chez Deloitte en tant qu'auditeur financier, j'ai développé des compétences essentielles qui ont enrichi ma pratique actuelle chez Clifford Chance en droit des affaires, notamment en fusions-acquisitions. La rigueur acquise dans l'audit financier m'a permis d'approfondir mes capacités d'analyse lors de la réalisation des missions de due diligence juridique. L'expérience chez Deloitte m'a également enseigné l'importance de l'esprit d'équipe dans un environnement multidisciplinaire, où la collaboration efficace avec des spécialistes en finance, en fiscalité et en stratégie est cruciale pour répondre aux besoins complexes des clients internationaux de Clifford Chance. De plus, la gestion de projet rigoureuse que j'ai pratiquée en tant qu'auditeur me permet de gérer efficacement les divers aspects d'une transaction en termes de délais assurant ainsi une exécution fluide et réussie des opérations sur lesquelles je suis impliqué. Toutes les compétences transversales acquises chez Deloitte me sont utiles dans mon métier d'avocat d'affaires.

Photo : Pinterest



Pouvez-vous nous décrire une journée typique dans votre rôle actuel chez Clifford Chance ?

Il est vraiment difficile de décrire une journée type d'un avocat d'affaires. C'est à la fois l'avantage et l'inconvénient de ce métier. En réalité, on ne sait jamais vraiment trop ce qui va arriver. Les journées sont très souvent rythmées par de nombreux calls, beaucoup d'échanges de mails, d'analyse, de relecture et de rédaction de divers documents.

Au quotidien, en tant que collaborateur junior, ma mission consiste régulièrement à faire de l'audit juridique des sociétés cibles qui font l'objet d'acquisition, à rédiger toute la documentation sociale propre aux sociétés (procès-verbaux des actionnaires, des conseils d'administration et autres pièces utiles à la réalisation de la transaction). Je suis occasionnellement impliqué sur la revue de documents plus importants comme les contrats de cession ou les pactes d'actionnaires. La seule constance dans ce métier, c'est que nous avons de grosses journées de travail et une implication maximale en général de 9h à 21h.



EXPERTISE ET SES MISSIONS

Vous conseillez des entreprises dans des opérations stratégiques de fusions-acquisitions, de capital-investissement et de financement. Pouvez-vous nous donner un exemple récent d'une opération particulièrement complexe sur laquelle vous avez travaillé ?

Pour des raisons de confidentialité, je ne peux pas vous donner d'exemple récent d'opération sur laquelle j'ai travaillé. En revanche, actuellement, plusieurs tendances marquent le domaine des fusions-acquisitions et du financement en Afrique. Nous observons une augmentation des transactions transfrontalières et des investissements directs étrangers dans des secteurs clés tels que la technologie, la santé et les énergies renouvelables, stimulée par la mondialisation et la recherche de nouvelles opportunités de croissance.

Comment votre double formation en droit et en finance vous aide-t-elle à offrir un service complet à vos clients ?

Devenir avocat d'affaires a été motivé par mon désir d'allier mes compétences en finance et en droit pour jouer un rôle central dans la stratégie et le développement des entreprises. En tant qu'avocat d'affaires, je peux conseiller sur des transactions complexes, gérer des risques juridiques et contribuer à la structuration optimale des opérations commerciales. Grâce à ma double formation, je comprends mieux les enjeux des

opérations sur lesquelles je travaille et je me positionne comme un véritable bras-droit des clients que nous assistons.

En d'autres termes, ma double formation en droit et en finance me permet d'offrir aux clients un service complet en intégrant une compréhension approfondie des aspects juridiques et financiers des transactions et des conseils stratégiques. En tant qu'avocat, je suis capable d'analyser les implications légales complexes des opérations, de structurer efficacement les contrats et de naviguer à travers les réglementations. Parallèlement, ma compréhension des concepts financiers et des modèles d'évaluation me permet de conseiller les clients sur les aspects économiques et antitrust des transactions.

Quels sont les aspects les plus gratifiants de votre travail en tant qu'avocat spécialisé en fusions-acquisitions ?

J'aime être exposé à des secteurs différents, j'aime travailler avec des personnes brillantes et j'aime travailler pour des clients qui ont un impact sur le continent africain. Les aspects les plus gratifiants de mon travail en tant qu'avocat spécialisé en fusions-acquisitions résident dans la complexité et la dynamique des transactions elles-mêmes. Chaque opération présente des défis uniques qui exigent une approche différente. De plus, le travail d'équipe intensif avec des experts financiers, des conseillers en stratégie et d'autres professionnels du droit renforce non seulement l'aspect technique de mon travail, mais aussi la satisfaction de collaborer efficacement pour atteindre des résultats exceptionnels pour les clients.

COMPÉTENCES LINGUISTIQUES ET INTÉRÊTS PERSONNELS

Vous parlez plusieurs langues, dont le français, l'anglais et l'espagnol. Comment ces compétences linguistiques vous ont-elles aidé dans votre carrière professionnelle ?

Clifford Chance est un cabinet d'avocats anglais présent dans une trentaine de pays. La maîtrise parfaite de l'anglais est fondamentale dans ce milieu. Toute la documentation contractuelle que nous rédigeons est en anglais et les clients que nous conseillons sont souvent des étrangers qui ne parlent que l'anglais.

Mes compétences linguistiques en français, anglais et espagnol jouent un rôle essentiel dans ma carrière professionnelle. Grâce à ces langues, je suis en mesure de communiquer efficacement avec des clients, des collègues et des parties prenantes dans différents pays et juridictions, ce qui facilite la compréhension des nuances culturelles et juridiques spécifiques à chaque marché. Cette capacité à travailler dans plusieurs langues me permet non seulement d'établir des relations solides avec les clients internationaux, mais aussi de contribuer de manière significative à des équipes transfrontalières, où la clarté et la précision linguistique sont essentielles pour assurer le succès des transactions mondiales complexes.

En dehors de votre carrière, vous êtes passionné de sport, de musique, de littérature et de philosophie. Comment trouvez-vous l'équilibre entre vos intérêts personnels et vos responsabilités professionnelles ?

Pour moi, trouver l'équilibre entre mes intérêts personnels et mes responsabilités professionnelles repose sur une gestion efficace du temps et des priorités. Je consacre des plages horaires dédiées à mes passions pour le football, la batterie et la lecture, ce qui me permet de me ressourcer et de me revitaliser. Ces moments sont essentiels pour ma créativité et mon bien-être personnel. En parallèle, je suis discipliné dans l'organisation de mon travail, en utilisant des outils de gestion du temps pour maximiser ma productivité pendant les heures de travail. Cela me permet de rester engagé et performant dans mes responsabilités professionnelles tout en cultivant un enrichissement personnel significatif à travers mes intérêts variés.

Avez-vous trouvé des synergies entre vos passions personnelles et votre travail en tant

qu'avocat ?

En tant qu'avocat d'affaires, j'ai découvert plusieurs synergies entre mes passions personnelles et mon travail. Par exemple, ma passion pour la philosophie m'aide à aborder les questions éthiques et de gouvernance d'entreprise de manière réfléchie et analytique. La littérature et la musique nourrissent ma créativité et ma capacité à trouver des solutions innovantes aux défis juridiques et commerciaux complexes rencontrés par les clients. De plus, mon intérêt pour le sport m'aide à maintenir un équilibre entre le travail et la vie personnelle, ce qui est crucial dans un domaine aussi exigeant.

AVENIR ET CONSEILS

Quels sont vos objectifs professionnels à court et à long terme en tant qu'avocat d'affaires ?

À court terme, mon objectif en tant qu'avocat d'affaires est de continuer à développer mes compétences dans la gestion de transactions complexes et dans la fourniture de conseils juridiques stratégiques aux clients.

A long terme, mon ambition c'est de faire partie des meilleurs avocats d'affaires du continent africain intervenant tant en conseil qu'en contentieux des affaires pour une large typologie de clients.

Quels conseils donneriez-vous à des étudiants ou jeunes professionnels qui souhaitent suivre une carrière similaire à la vôtre ?

Il faut être curieux, il faut oser sortir de sa zone de confort et il faut être résilient. D'abord, être curieux, c'est faire l'effort d'aller rechercher des informations précieuses car l'ignorance est la cause principale des inégalités. Ensuite, sortir de sa zone de confort, c'est aller à la rencontre des autres, c'est poser des questions aux personnes dont les parcours nous inspirent. En ce sens, LinkedIn est un excellent moyen pour y arriver. Enfin, être résilient suppose de garder la foi même face aux échecs, aux refus et aux rejets des autres.

Pour les étudiants ou jeunes professionnels visant une carrière en droit des affaires similaire à la mienne, je recommande de commencer par une solide formation académique. Investissez du temps dans l'étude approfondie du droit des sociétés, des fusions-acquisitions, de la finance d'entreprise et d'autres domaines clés du droit commercial. Les stages sont également cruciaux pour acquérir une expérience pratique. Cherchez des opportunités dans des cabinets d'avocats réputés, des départements juridiques d'entreprises ou des organismes gouvernementaux où vous pourrez appliquer vos connaissances théoriques dans un cadre professionnel. Ces expériences vous permettront de développer des compétences pratiques telles que la rédaction juridique, la recherche, la gestion de projet et la communication avec les clients.

En parallèle, cultivez vos compétences interpersonnelles. La capacité à communiquer clairement, à travailler en équipe et à négocier efficacement est essentielle dans le droit des affaires. En outre, gardez-vous informé des développements juridiques et économiques actuels qui influencent le secteur. Restez flexible et ouvert aux opportunités d'apprentissage continu et d'adaptation aux nouvelles normes réglementaires et technologiques qui façonnent le domaine du droit des affaires.

Enfin, construisez votre réseau professionnel dès le début de votre carrière. Participez à des événements de réseautage, rejoignez des associations professionnelles pertinentes et connectez-vous avec des mentors dans le domaine du droit des affaires. Ces contacts peuvent fournir des conseils précieux, ouvrir des portes pour de nouvelles opportunités et renforcer votre crédibilité en tant que professionnel du droit des affaires. En combinant une solide formation académique, une expérience pratique et un réseau professionnel solide, vous pouvez bâtir une carrière gratifiante et réussie dans le domaine passionnant du droit des affaires.

Comment voyez-vous l'évolution du secteur juridique dans les prochaines années, notamment en ce qui concerne les fusions-acquisitions et le capital-investissement sur le continent africain ?

Le marché des fusions-acquisitions et du capital-investissement est très cyclique. Avec la croissance économique continue sur le continent africain, ces secteurs devraient voir une augmentation des transactions complexes et transfrontalières, nécessitant une expertise juridique spécialisée pour naviguer à travers les réglementations variées et parfois complexes des différents pays de la zone OHADA. Les cabinets locaux devront renforcer leur positionnement dans le traitement de ce type de transactions afin de mieux travailler avec les grands cabinets internationaux qui de plus en plus s'implantent en Afrique.

TENDANCES ET MARCHÉ

Quelles sont les tendances actuelles que vous observez dans le domaine des fusions-acquisitions et du financement ?

Le rythme des fusions-acquisitions a subi un coup d'arrêt en 2023. Au niveau mondial, les volumes et les valeurs des opérations de fusions-acquisitions ont sensiblement diminué en raison notamment de la hausse des taux d'intérêt et des difficultés de financement. Seules, les sociétés disposant de beaucoup de liquidités ont été les mieux placées pour réaliser des belles transactions. Depuis quelques mois, l'on observe une légère reprise des activités. Mais cet optimisme risque d'être anéanti avec les incertitudes liées aux prochaines élections en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Comment les entreprises avec lesquelles vous travaillez s'adaptent-elles aux changements réglementaires et économiques actuels ?

Les entreprises avec lesquelles le cabinet travaille adoptent une approche proactive pour s'adapter aux changements réglementaires et économiques actuels. Elles renforcent leur conformité financière en mettant en place des systèmes robustes de lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption, notamment en Afrique où ces défis sont particulièrement prégnants. Parallèlement, elles intègrent des initiatives ESG (Environnement, Social, Gouvernance) pour répondre aux attentes croissantes en matière de durabilité et de responsabilité sociale. L'adoption de l'IA (Intelligence Artificielle) est également au cœur de leurs stratégies, utilisée de manière éthique pour améliorer l'efficacité opérationnelle et prendre des décisions plus informées. Cette approche holistique permet aux entreprises de se conformer aux nouvelles exigences réglementaires tout en stimulant l'innovation et en renforçant leur positionnement sur leurs marchés respectifs.

UN MOT DE FIN ?

« Fais de ta vie un rêve, et d'un rêve, une réalité. » Antoine de Saint-Exupéry

NOS ARTICLES

Photo : AFP



RWANDA

PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES : LA CAMPAGNE DÉMARRE EN FANFARE DANS TOUT LE PAYS, KAGAMÉ EN ROUE LIBRE

La campagne électorale pour les scrutins présidentiel et parlementaire du 15 juillet prochain au Rwanda a débuté ce samedi 22 juin 2023. Les 9 millions de Rwandais inscrits sur les listes électorales ont trois semaines pour faire leur choix parmi les trois candidats déclarés à l'élection présidentielle.

Il s'agit du président sortant Paul Kagame, à la tête du Front Patriotique Rwandais et au pouvoir depuis 24 ans, Frank Habineza, du Parti Démocratique Vert, et l'indépendant Philippe Mpayimana. Ce trio, rappelons-le, s'est déjà affronté lors du scrutin de 2017 qui a vu le triomphe de Paul Kagame.

Le candidat du Front Patriotique Rwandais part donc logiquement avec la faveur des pronostics, puisqu'il retrouve ses deux challengers qu'il connaît très bien et qui, de l'avis de plusieurs observateurs, ne pèsent pas lourd. Paul Kagame, qui dirige le Rwanda depuis 24 ans, est crédité de plusieurs réalisations qui font de lui un candidat difficile à battre. Il est, en effet, celui qui a mis fin au génocide des Tutsis en juillet 1994. Élu par le parlement pour

remplacer Pasteur Bizimungu en 2000, le président du Front Patriotique Rwandais a remporté ensuite les élections au suffrage universel de 2003, 2010 et 2017, avec plus de 90% des voix.

Frank Habineza, du Parti Démocratique Vert, lors du dernier scrutin présidentiel n'a recueilli que moins de 2% des voix. Le candidat indépendant Philippe Mpayimana a lui obtenu seulement 0,72% des voix.

Au Rwanda, le mandat présidentiel depuis 2015 est passé de 7 à 5 ans avec un maximum de deux mandats, suite à une révision constitutionnelle votée par référendum. Ce changement a remis à zéro le nombre de mandats du président Kagame, lui permettant, en cas de réélection le 15 juillet prochain, de potentiellement rester au pouvoir jusqu'en 2034.

La révision constitutionnelle prévoit également que les élections présidentielles et législatives soient couplées, et c'est la première fois que le Rwanda va vivre cette expérience.

Plus de 500 candidats briguent les 80 sièges de députés. Parmi eux, 56 seront directement élus par les électeurs au scrutin proportionnel de liste. Les 27 autres sièges sont réservés aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.

Photo : AFP



SIERRA LEONE

LES MARIAGES FORCÉS D'ADOLESCENTES DÉSORMAIS INTERDITS, DES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS SOULAGÉES

En Sierra Leone, le parlement a adopté, le samedi 22 juin 2024, une loi interdisant les mariages d'adolescentes. Ce pays d'Afrique de l'Ouest comptait, en 2017, 800 000 filles mariées dont 400 000 avant l'âge de 15 ans, selon l'UNICEF.

L'Organisation de l'ONU précise par ailleurs qu'en Sierra Leone, un tiers des filles sont mariées avant leur 18e anniversaire.

Ces unions précoces sont à l'origine du décrochage scolaire, des grossesses prématurées, de la privation de l'enfance et, de facto, de l'avenir pour les filles.

Avec l'adoption de cette loi, désormais, les auteurs de ces unions s'exposent à des peines d'au moins 15 ans de prison et une amende d'environ 2 000 dollars.

Ce bouclier législatif a été salué par l'organisation Save The Children. Elle y voit une étape « historique » qui pourrait changer la vie de milliers d'enfants.

La nouvelle loi attend cependant d'être promulguée par le président Julius Maada Bio.

Photo : AFP



SÉNÉGAL

78 CAS DE COVID-19 DÉTECTÉS CHEZ DES PÈLERINS DE RETOUR DE LA MECQUE, LA SÉCURITÉ SANITAIRE RENFORCÉE À L'AÉROPORT DE DAKAR

78 cas positifs de Covid-19 ont été détectés chez des pèlerins sénégalais de retour de la Mecque, suite à 124 tests rapides effectués à leur arrivée lundi à l'aéroport international Blaise Diagne de Dakar. Face à cette situation, les autorités ont renforcé, par mesure de précaution, le dispositif de surveillance sanitaire aux frontières aériennes. Une équipe chargée de proposer des tests de dépistage volontaire a été déployée à l'aéroport pour identifier les pèlerins présentant des syndromes grippaux.

Ainsi, tous les passagers en provenance de Jeddah sont désormais obligés de porter un masque. À l'arrivée, les tests sont réalisés sur la base du volontariat, sauf pour les cas suspects. Pour les cas compliqués, un dispositif sanitaire a été mis en place pour leur prise en charge.

Par ailleurs, un génotypage, c'est-à-dire une analyse poussée des échantillons, sera effectué par les laboratoires pour vérifier s'il s'agit toujours du variant Omicron ou d'un nouveau variant.

Interrogé par la presse locale sur les raisons de

cette infection à la Covid-19 détectée chez plusieurs dizaines de pèlerins, Dr. El Hadji Mamadou Ndiaye, directeur de la prévention au ministère de la Santé, a estimé que cette hausse des cas positifs n'est pas une surprise. Selon lui, cela s'explique par la promiscuité pendant le pèlerinage, qui est chaque année responsable de nombreux cas de grippes de différentes formes. De plus, plusieurs cas de décès liés à des problèmes respiratoires ont été enregistrés cette année. Il est également à noter que le vaccin contre la Covid-19 n'est pas exigé pour se rendre à la Mecque.

Pour l'instant, on est très loin d'une nouvelle épidémie. Cependant, les autorités du pays jouent la carte de la prudence, notamment avec le renforcement du dispositif sanitaire.

Au Sénégal, un pays à 90% musulman, 12 900 pèlerins ont participé cette année au Hadj. Malheureusement, cinq d'entre eux sont décédés du fait de la forte chaleur en Arabie Saoudite.

Photo : AFP

 **KENYA**

TENSIONS TOUJOURS VIVES À NAIROBI FACE AUX PROTESTATIONS CONTINUES ET AUX RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

À Nairobi, capitale du Kenya, l'atmosphère reste tendue après plusieurs jours de manifestations tumultueuses qui ont coûté la vie à au moins 23 personnes selon les groupes de la société civile. L'agitation a été initialement provoquée par l'introduction d'une nouvelle loi de finances, proposée par le gouvernement du président William Ruto, qui incluait plusieurs augmentations de taxes controversées. Malgré la décision du président de retirer la loi en réponse au tollé public, la méfiance et l'insatisfaction généralisées envers le gouvernement continuent d'alimenter les manifestations.

Protestations et réponse de la police

Les manifestations ont repris tôt jeudi matin avec des milliers de manifestants descendant dans les rues. Les principales artères de Nairobi ont été bloquées, causant des perturbations significatives. La réponse de la police a été marquée par l'utilisation de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc dans le but de disperser les foules, qui non seulement persistent mais semblent croître en nombre

et en intensité. Les protestations se sont également étendues à d'autres grandes villes, notamment Mombasa et Kisumu, signalant une vague de mécontentement national.

Position du gouvernement et sentiment public

Dans une allocution télévisée, le président Ruto a appelé au calme et a réitéré son engagement en faveur du dialogue, exhortant les jeunes à venir dialoguer avec le gouvernement. Cependant, ses déclarations précédentes, qui ont fluctué entre la dénonciation des manifestants comme criminels et la reconnaissance de leurs voix légitimes de la nation, ont contribué à la méfiance du public.

L'ancien président Uhuru Kenyatta et le leader de l'opposition Raila Odinga ont tous deux exprimé leurs inquiétudes concernant la gestion des manifestations et ont souligné la nécessité d'une résolution pacifique par le dialogue. L'Union africaine et plusieurs ambassades internationales ont fait écho à ce sentiment, exprimant leur alarme face à la vio-

lence et exhortant le gouvernement kényan à engager un dialogue constructif avec ses citoyens.

Implications économiques et perspectives d'avenir

Les protestations ont pratiquement paralysé les activités économiques de Nairobi, avec des magasins fermés et des transports publics interrompus. La loi de finances controversée était perçue comme un effort du gouvernement pour augmenter les revenus mais a été largement critiquée pour imposer des charges indues à la population en période de difficultés économiques.

À mesure que la situation évolue, le gouvernement est confronté au double défi de restaurer l'ordre et de répondre aux griefs économiques sous-jacents qui ont conduit à de telles manifestations généralisées. La manière dont le président Ruto gérera cette crise sera cruciale pour la stabilité de son administration et l'avenir économique du pays.

La crise née de la nouvelle loi de finances au Kenya est loin d'être terminée, et les prochains jours seront déterminants pour savoir si le dialogue peut ouvrir la voie à une résolution pacifique ou si une escalade supplémentaire se produira.

Photo : Reuters



CEDEAO

2,6 MILLIARDS DE DOLLARS NÉCESSAIRES POUR UNE FORCE ANTITERRORISTE RÉGIONALE DE 5000 HOMMES

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a annoncé avoir besoin de 2,6 milliards de dollars par an pour établir une force de sécurité de 5 000 hommes destinée à lutter contre le terrorisme. Cette information a été divulguée lors d'une réunion des ministres de la Défense et des Finances de l'union, qui s'est tenue à Abuja, au Nigeria, ce jeudi 27 juin 2024.

Les ministres de la Défense et des Finances de la CEDEAO se sont réunis pour discuter de la taille et du financement d'une force potentielle pour combattre l'insécurité et le terrorisme dans la région, qui est confrontée à une série de crises politiques et à des coups d'État récurrents.

Le ministre de la Défense nigérian, Mohammed Badarou Abubakar, a présenté deux options lors de la réunion : une force de 5 000 hommes coûtant 2,6 milliards de dollars par an et une plus petite de 1 500 soldats qui nécessiterait 481 millions de dollars annuellement. «Ces montants reflètent l'ampleur des défis à relever», a-t-il affirmé. «Il est essentiel

d'examiner ces options de manière critique, compte tenu des problèmes actuels de notre région et des contraintes financières de nos États membres.»

Il a précisé que cette force régionale serait exclusivement utilisée pour combattre le terrorisme, et non pour intervenir dans les affaires politiques des États membres. Chaque pays devra contribuer à son financement, la part exacte restant à déterminer.

Le président de la commission de la CEDEAO, Omar Touray, a souligné que les États membres actuellement suspendus ne seraient pas exclus de cette initiative. «Nous ne pouvons pas combattre le terrorisme seuls; il est crucial que tous les membres participent», a-t-il expliqué. Malgré les suspensions, tous les 15 États membres ont été invités à cette réunion importante.

En janvier dernier, le Niger, le Burkina Faso et le Mali, tous dirigés par des juntas militaires, ont quitté l'union. Ces pays, accusant les anciens dirigeants civils d'avoir permis aux militants islamistes de se renforcer, ont rompu leurs accords de défense avec les États-Unis, la France et les forces de l'ONU, et se sont tournés vers la Russie pour les remplacer. Ils forment désormais l'Alliance des États du Sahel (AES). Reste à voir s'ils adhéreront à l'initiative de la CEDEAO.

BRÈVES

Photo : Le Monde

**ARRETEZ
LES COMPLICES DE
LA FRANCE**

**À BAS
LA
FRANCE**

Photo : RFI



Photo : Lerenifleur224.com



Photo : Le Monde



Photo : Le Radar



BURKINA FASO

DES POPULATIONS MANIFESTENT POUR LA DÉLOCALISATION DE L'AMBASSADE DE FRANCE À OUAGADOUGOU JUGÉE TROP PROCHE DE LA PRÉSIDENCE



RDC

64E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE, FÉLIX TSHISEKEDI AGACÉ PAR LA SITUATION SÉCURITAIRE À L'EST DU PAYS, MARQUÉE PAR L'AVANCÉE DU M23



SÉNÉGAL

LE BRAS DE FER ENTRE OUSMANE SONKO ET LES DÉPUTÉS AUTOUR DE L'ORIENTATION BUDGÉTAIRE SE DURCIT



KENYA

LES TENSIONS À NAIROBI EN RAISON DE LA NOUVELLE LOI DE FINANCES FONT AU TOTAL 30 MORTS ET PLUS DE 300 BLESSÉS, SELON L'ONG HUMAN RIGHTS WATCH



CÔTE D'IVOIRE

RÉSURGENCE DE LA COVID-19, 25 CAS POSITIFS DÉTECTÉS CHEZ 625 PÈLERINS DE RETOUR DE L'ARABIE SAOUDITE

Mian Media

Inform & Engage Africa



Hamaniè

Contactez-nous



emmanuel.mian@mianmedia.com



 (+33) 7 55 89 00 81



 (+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com